

L'impact du Brexit sur le Moyen-Orient

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

On demanda un jour à l'ancien secrétaire d'État américain Kissinger ce qu'il pensait de l'Union européenne. « Y a-t-il un numéro que je puisse appeler ? » fut sa réponse. Il soulignait ainsi le manque d'unité d'une organisation de plusieurs états qui devaient approuver individuellement toute décision. Il semblerait qu'aujourd'hui la réponse à donner serait : Berlin.

Lors du démantèlement du pacte de Varsovie, le chancelier Kohl visita les pays de l'Europe de l'Est, accompagné de centaines d'industriels et signa des accords économiques qui revenaient à monopoliser le marché de l'Europe de l'Est. Lorsque les autres puissances, dont la France, voulurent faire de même, c'était déjà trop tard. L'Europe de l'Est était déjà dans la sphère d'influence de l'économie allemande. Le fait qu'une grande puissance telle que l'Angleterre quitte l'Union européenne renforce le poids spécifique de l'Allemagne. La France a l'ambition, mais non pas la capacité économique de l'Allemagne et il est à prévoir que les grandes décisions se prendront à Berlin dans le futur.

Quelle a été la valeur ajoutée de l'Angleterre à l'Union européenne en ce qui a trait au Moyen-Orient ? L'Angleterre a développé au XX^e siècle une expertise patente dans l'ensemble de son empire colonial et plus particulièrement au Moyen-Orient. Malgré la déplorable expédition franco-britannique de Suez en 1956 ou l'invasion anglo-américaine de l'Irak en 2003¹ qui a mal fini, l'Angleterre a su se montrer à la hauteur par sa fiabilité, par l'efficacité de son armée et surtout par un sens de modération qui lui a permis de garder le contact avec des adversaires en conflit. La Grande-Bretagne a conservé de bons rapports avec Israël et les États arabes avec l'assentiment des deux parties et n'en a été que plus respectée pour cela. À l'opposé, certaines puissances européennes se sont

¹ Selon le rapport de la commission sur l'engagement du Royaume-Uni en Irak en 2003 (rapport Chilcot), l'existence d'armes de destruction massives en Irak aurait été basée sur une source d'information insuffisamment vérifiée. L'existence de telles armes avait officiellement justifié l'entrée en guerre anglo-américaine contre l'Irak.

pliées aux exigences terroristes, ont modelé leur politique extérieure en conséquence, ou ont cédé à la pression obstructive des pays arabes dans les forums internationaux. Ainsi et à titre d'exemple, il a fallu que le Canada intervienne vigoureusement pour faire voter une résolution équilibrée lors de la guerre qui opposa le Hezbollah libanais à Israël en 2006. L'Angleterre a empêché la tenue d'un vote de condamnation unilatéral contre Israël durant la campagne de Gaza en 2014.

Il est à prévoir que l'Angleterre continue d'entretenir des relations privilégiées avec les Émirats du Golfe, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Certains accords intervenus entre l'Union européenne et les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord devront être renégociés et les exportations britanniques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se montant à près de 18 milliards de dollars ne seront pas touchées. Les objectifs de développement économique prévaudront pour un temps sur les objectifs politiques tels que le processus de paix au Moyen-Orient. La participation de la Grande-Bretagne aux forums internationaux se poursuivra : au Conseil de sécurité des Nations Unies qui en constitue le bras décisionnel et non pas consultatif, la Grande-Bretagne aura un droit de veto au même titre que la France qui est la seule puissance affiliée à l'Union européenne.

L'Allemagne devient le centre de gravité de l'Europe. L'OTAN étendue aux pays de l'Europe de l'Est protège ces derniers contre les ambitions russes tout en consolidant l'emprise de l'Allemagne sur ces pays. Bien que l'Angleterre se soit associée à l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003, il n'en demeure pas moins que ce pays est envers et malgré tout respecté par l'ensemble des pays du Moyen-Orient. L'Union européenne perd l'expertise d'un allié précieux. À ce jour, l'Allemagne s'est investie dans des médiations discrètes au Moyen-Orient en mettant l'emphase sur la légitimité internationale. Ainsi, l'Allemagne a refusé de participer à l'invasion anglo-américaine de l'Irak. L'Allemagne a joué un rôle d'avant-garde en ce qui a trait aux conditions attendant les prêts octroyés à la Grèce endettée, à la conclusion d'un accord des 5+1 avec l'Iran et à la négociation avec la Turquie du passage des réfugiés syriens en Europe.

L'équilibre géopolitique international est en redéfinition : La Chine et l'Inde sont des puissances émergentes qui s'affirment de plus en plus. La Russie est en froid avec l'Occident suite à l'invasion de la Crimée et le soutien aux séparatistes ukrainiens. Le terrorisme de l'État islamique se

manifeste au-delà du Moyen-Orient et la rivalité entre l'Arabie sunnite et l'Iran chiite réaligne les alliances des pays du Moyen-Orient. Les positions de l'Union européenne devront être réévaluées face à l'entrée en jeu fracassante de la Russie au Moyen-Orient. Cette évaluation ira de pair avec celle de l'*Ostpolitik* en Europe même qui constituera un des enjeux électoraux des prochaines élections allemandes, l'Allemagne étant la force motrice de la politique européenne à l'Est. Il reste à savoir si la Grande-Bretagne continuera ou non d'entretenir des relations privilégiées avec les États-Unis comme cela a été le cas au cours de ces dernières décennies et si les États-Unis continueront à se désengager du Moyen-Orient. Cela dépendra du résultat des élections américaines.